

*Remplacement du mazout—Loi*

recommandations fondées sur la vérification sont données verbalement ou remises sous forme d'état mécanographié.

Le PITRC a suscité la création d'entreprises privées spécialisées dans la détection des fuites thermiques, qui font des inspections avant et après les travaux d'isolation. Je suis persuadée que grâce à ces initiatives, les Canadiens pourront continuer à économiser l'énergie, en faisant faire des inspections et des travaux d'isolation.

Nous possédons peu de données économiques quantifiables sur l'économie d'énergie, c'est-à-dire sur les débouchés de ce secteur, ses incidences sur la demande énergétique et les économies de pétrole, de même que sur sa rentabilité. Si l'on ne les a peut-être pas établies, c'est parce qu'on n'accorde pas encore beaucoup d'importance à cette solution du point de vue de l'offre, ne reconnaissant pas que l'économie d'énergie procure le même confort au foyer que si l'on utilise davantage de combustible. C'est sans doute parce que ce nouveau secteur n'est pas perçu comme une entreprise commerciale au même titre que les industries traditionnelles qui procurent de l'énergie. Il faut donc faire mûrir l'enthousiasme des consommateurs en faveur de l'économie énergétique. Si ces derniers s'attendent que les prix de l'énergie se stabilisent et croient en l'abondance de nos réserves, nous serons d'autant plus vulnérables dans quelques années s'il se produit une pénurie comme celle que nous avons connue avant la seconde crise internationale du pétrole et avant que les prix se mettent à grimper.

En incitant les Canadiens à prendre des mesures afin d'économiser l'énergie, je n'oublie pas qu'il se fait de la recherche en vue de trouver de nouvelles formes d'énergie. Les effets de l'économie de l'énergie sont durables. Ainsi, grâce aux économies réalisées, les consommateurs pourront investir sur le marché et dépenser davantage au profit de leur région ou de leur milieu. Outre les emplois que l'économie de l'énergie permet de créer et qui constituent un facteur très important au moment où sévit le chômage, d'autres raisons aussi cruciales, notamment notre sécurité énergétique et l'utilisation judicieuse de nos finances, nous poussent à souhaiter que le secteur de l'économie énergétique devienne plus dynamique.

En ce qui concerne cette économie dans les entreprises, le financement des investissements en cause ne nécessite pas l'aide du gouvernement, contrairement aux mégaprojets pour lesquels l'État a dû déboursier des sommes considérables et consentir des allègements fiscaux pour en assurer la viabilité en raison de leur taille et des coûts astronomiques qu'ils ont entraînés. La réduction des dépenses énergétiques et du loyer de l'argent pourrait accroître la consommation d'autres biens et, partant, relancer l'activité économique. Le secteur privé disposant de plus de capitaux à investir, la croissance économique sera donc plus vigoureuse et plus d'emplois seront créés.

Nous disposons au Canada d'énormes réserves de charbon et de schiste bitumineux. Nous disposons également de gens possédant la compétence et les connaissances techniques pour faire le travail, mais pour pouvoir profiter pleinement de ces ressources, il faut adopter une approche à trois volets, à savoir la conservation des ressources, la déréglementation et l'élaboration de nouvelles techniques. La déréglementation encouragerait davantage les sociétés pétrolières à chercher de nouveaux gisements au Canada et à mettre au point des techniques de récupération assistée. Elle accroîtrait en outre l'efficacité d'un système de distribution devenu archiréglementé.

En mettant fin au programme canadien de remplacement du pétrole, le gouvernement économisera 424 millions de dollars d'ici à 1988. Dans le cas du programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, il économisera 376 millions de dollars au cours de la même période. Jusqu'à la fin de 1984, le gouvernement libéral a dépensé 1.4 milliards de dollars de l'argent des contribuables dans le cadre de ces programmes, et il n'en a recouvré que 300 millions par le truchement de l'impôt sur le revenu. Le déficit et le fardeau des contribuables s'en sont trouvés augmentés de la différence, soit plus d'un milliard de dollars.

Je conviens que ces programmes ont attiré l'attention sur la nécessité de conserver les ressources énergétiques, mais il incombe dorénavant à tous les Canadiens de conjuguer leurs efforts pour réduire l'énorme déficit actuel. Ceux-ci pourraient par exemple envisager les défis économiques comme une entreprise collective. Le Canada doit faire la preuve dans l'arène économique internationale du même niveau d'excellence que celui que nos athlètes ont manifesté dans les arènes sportives du monde. Tout effort collectif doit être fondé sur des buts communs. Le gouvernement tend vers une croissance économique constante et soutenue au cours du prochain trimestre et ultimement au cours du prochain quart de siècle, croissance qui permettrait au Canada de figurer parmi les 3 premiers pays industrialisés du monde au chapitre du revenu par habitant, au lieu du sixième rang comme c'est le cas à l'heure actuelle.

Le gouvernement, fermement engagé dans la voie de la collaboration et de la consultation par opposition à celle de la confrontation, s'efforce de développer une perception commune de notre stratégie économique et d'adopter des politiques propres à aider le secteur privé à maintenir le rythme de croissance. Le précédent gouvernement s'était laissé fasciner par le débat sur le difficile équilibre entre la création de la richesse et sa répartition, mais nous ne pouvons plus considérer la création de la richesse comme acquise. Selon moi, les Canadiens commencent à envisager leurs problèmes avec réalisme, et c'est la première étape de la démarche qu'il faut entreprendre pour les résoudre.

● (1200)

A l'heure actuelle, les Canadiens se préoccupent de deux choses, les taux d'intérêt et l'emploi. Or, aucun programme de création d'emplois, aussi essentiel soit-il, n'est aussi important que l'établissement d'un climat général favorable à la croissance économique. Il faut stimuler le secteur privé, car c'est le moteur de la croissance économique.

On a la preuve que les entreprises indépendantes ont créé 70 p. 100 des nouveaux emplois dans le secteur privé au cours des dernières années. Le secteur privé crée des emplois. Suite aux mesures que le gouvernement prend pour réduire le déficit, il peut en créer beaucoup plus. En jugulant le déficit et en relançant ainsi la croissance économique, on peut créer de véritables emplois permanents et productifs pour les Canadiens et leur permettre ainsi de ne plus avoir à compter sur les cotisations d'assurance-chômage de leurs concitoyens.

Il est notoire que le déficit et le taux de chômage baisseront de façon marquée si l'économie canadienne connaît une croissance satisfaisante. La croissance persistante des déficits, depuis le milieu des années 70, constitue un obstacle de taille à la réduction du chômage. Les programmes de création